

Communiqué du CIDES-UMSA à la communauté universitaire qui suit avec intérêt les événements politiques en Bolivie

Nous, enseignants chercheurs de troisième cycle en Sciences du développement de l'université Mayor de San Andrés (CIDES-UMSA), manifestons notre indignation à l'égard des interprétations simplistes de certains collègues et d'établissements universitaires étrangers relatives aux événements politiques actuels en Bolivie.

Partant du principe que la Bolivie vient de connaître un coup d'État, ces interprétations mènent à des conclusions qui révèlent la méconnaissance du caractère très diversifié des acteurs mobilisés ces dernières semaines. Leurs revendications dérivent d'une aspiration légitime au respect de la démocratie en raison de l'incertitude provoquée par la manipulation des résultats du vote du 20 octobre. La mobilisation, particulièrement celle de la jeunesse, a été le résultat d'une longue défiance accumulée à l'égard du Movimiento al Socialismo (MAS), le parti de gouvernement qui a brisé les institutions du pays en abusant du pouvoir et en privilégiant ses intérêts partisans. Les révélations du rapport de l'OEA sur les graves irrégularités qui ont entaché les élections nationales n'ont fait que conforter cette défiance, et nous vivons aujourd'hui une crise étatique profonde et dangereuse.

La crise de l'État a été précédée par la décision d'Evo Morales d'appeler ses bases paysannes à encercler les villes et de les priver ainsi de leurs moyens d'existence quotidiens afin de faire taire les protestataires, alors même qu'il existe de nombreux liens entre villes et campagnes. Dès lors, à l'exception de la ville d'El Alto et de certaines villes moyennes qui maintiennent un sentiment particulier d'identification ethnique avec l'ex-président, il y a eu une profonde distanciation de la part de la population (surtout urbaine) à l'égard du gouvernement du MAS. Cette rupture s'est aggravée dans le département de Cochabamba, où se trouve la région de production de coca du Chaparé, bastion politique de ce parti. Et c'est là que depuis lors se sont produits les événements les plus tragiques par suite de la mobilisation collective des paysans en faveur du retour d'Evo Morales au pouvoir.

Ceci dit, la crise étatique que vit aujourd'hui la Bolivie résulte de la décision d'Evo Morales de ne plus assurer son rôle de président de tous les boliviens ; une décision ratifiée par sa fuite. La crise a été aggravée par l'usage qu'il a fait des biens de l'État en vue d'organiser la répression, non seulement pendant son mandat mais actuellement encore. L'appareil coercitif irrégulier qu'il a installé menace quotidiennement les habitants des quartiers populaires et de classes moyennes qui, pour leur part, mettent en place des dispositifs de défense, ce qui peut avoir des conséquences dramatiques et mener à la guerre civile.

Dans ce contexte, le peuple bolivien se voit actuellement privé d'État et vit un processus fragile de reconstruction des institutions démocratiques en vue du plein exercice de son autodétermination et de l'expression de ses diversités et complémentarités qui le

caractérisent. Il vise à transcender les mirages caudillistes et clientélistes du pouvoir, lesquels ne peuvent que favoriser la confrontation violente entre citoyens au détriment des plus vulnérables d'entre eux.

Nous lançons un appel à la communauté universitaire qui s'intéresse au processus politique bolivien pour qu'elle appuie les efforts de pacification du pays et appelle au respect absolu des droits fondamentaux, civils et politiques, ainsi qu'à celui des garanties constitutionnelles. Et pour surmonter ce moment de crise nous lui demandons aussi de prôner la réconciliation et d'appeler à éviter toute forme de censure, de répression et de persécution politique d'où qu'elle vienne, afin de préserver, fortifier et approfondir non seulement notre démocratie mais aussi notre existence en tant que société organisée.

18 novembre de 2019